



## REPUBLIQUE FRANCAISE

*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S

N° DLP2020-23 - Séance du 22/06/2020

ACTES

4. Fonction publique

4.4 Autres catégories de personnels

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	11	12

Vote	
Pour	12
Contre	0
Abstention	0

L'an 2020, le 22 juin à 14h00, le conseil d'administration du CCAS de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Président du CCAS, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par voie postale et électronique aux membres du conseil d'administration le 18/06/2020. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au CCAS le 18/06/2020.

#### **Présents :**

Jean-Luc MEISSONNIER, Marie-Thérèse AMALVY, Christiane GAUBERT, Michel BAUDOUR, Josiane DEVESA, FABRITIUS Hubert, LEENHARDT Bertrand, SABASTIA Madeleine, DEMURTAS Brigitte, TURQUAY André, Bernard VIDAL

#### **Absent excusé :**

Alain SOULIER

#### **Absent représenté par Christiane GAUBERT :**

Marie-France TEXIER

#### **Secrétaire de séance :**

Emily NOCERA, Directrice du CCAS

## N° DLP2020-23 – ADOPTION DE LA CONVENTION DE COLLABORATEUR OCCASIONNEL DU SERVICE PUBLIC

Des administrés peuvent être amenés à apporter leur concours aux collectivités territoriales lors de diverses activités.

Les personnes choisies par la collectivité, ont alors le statut de collaborateur occasionnel du service public (CE n°187649 du 31/03/1999). La notion de bénévole n'est pas définie par la réglementation. Elle résulte de la jurisprudence qui a ainsi déterminé les conditions dans lesquelles le particulier se voit reconnaître la qualité de bénévole du service public.

Le bénévole (ou le collaborateur occasionnel) est celui qui, en sa seule qualité de particulier, apporte une contribution effective à un service public dans un but d'intérêt général soit conjointement avec des agents publics, soit sous leur direction.

La jurisprudence a ainsi dégagé les conditions permettant de qualifier la collaboration occasionnelle : le bénévole doit être intervenu de manière effective, justifiée et en sa qualité de particulier.

Il est proposé aux membres du conseil d'administration d'approuver cette convention de collaborateur occasionnel du service public pour toute personne faisant l'objet d'une intervention à titre bénévole au sein du CCAS et de l'EHPAD.

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

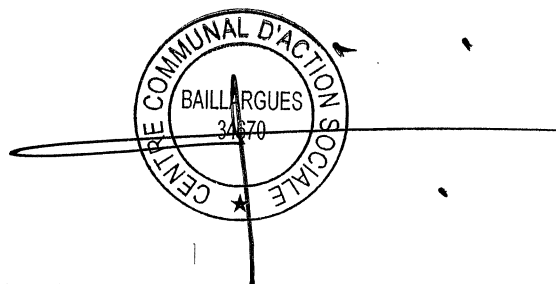
Le conseil d'administration **APPROUVE** la convention de collaborateur occasionnel du service public pour toute personne faisant l'objet d'une intervention à titre bénévole au sein du CCAS et de l'EHPAD. |

Pour extrait conforme,

Le 22/06/2020

Le président,

Jean-Luc MEISSONNIER



*La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*